

Réflexions pour un nouveau socialisme

Patrick VIEU¹

Le courage, c'est d'être tout ensemble, quel que soit le métier, un praticien et un philosophe.

Jean Jaurès, Discours à la jeunesse, Albi, juillet 1903.

En cette veille de congrès, et après la défaite historique aux dernières élections, l'heure est à l'introspection dans la famille socialiste. Même si les explications divergent sur les raisons de la défaite, chacun, parmi ceux qui ont fait le choix de rester, s'accorde à reconnaître la gravité de la crise et l'urgence à réagir. Certes, le PS en a vu d'autres. C'est un vieux parti, dont l'histoire est faite de vicissitudes et qui, bien des fois, a montré dans les urnes sa capacité à se relever. Après tout, les 5% de Gaston Deferre à la présidentielle de 1969 ne permettent-ils pas de remettre en perspective les 6,36% de Benoît Hamon en 2017 ? Et 1969 ne marque-t-elle pas l'an I de la refondation avec les congrès d'Alfortville et d'Issy-les-Moulineaux qui devaient porter sur les fonts baptismaux le nouveau Parti socialiste et préparer sa marche vers le pouvoir ?

Mais comparaison n'est pas raison. Sans entrer dans le détail des contextes historiques et institutionnels très différents, la défaite de juin 1969 s'inscrit dans un processus d'unification des diverses composantes de la gauche non communiste – déjà engagé au moment de l'élection présidentielle – qui s'achève avec l'accession de François Mitterrand à la tête du PS deux ans plus tard. L'art manœuvrier de celui-ci permettra ensuite aux socialistes de concilier le discours sur la « rupture » avec le capitalisme et une politique gouvernementale faisant une large part au réformisme. Quant à la question du rapport avec les communistes, elle se résoudra par les urnes après la rupture de l'automne 1977. Dans le monde d'avant la mondialisation et la chute du mur de Berlin, quand la gauche socialiste pouvait s'appuyer sur un socle électoral solide aussi bien que sur ses bastions traditionnels, la refondation pouvait encore s'accommoder d'une « synthèse » dépourvue de véritable cohérence doctrinale, laissant ouvertes les grandes questions sur le rôle respectif de l'État et du marché, le projet européen, la question des institutions ou la laïcité. Cette stratégie, il faut le souligner, n'a pas

¹ Haut fonctionnaire, membre du Parti socialiste. Les propos qui suivent n'engagent que leur auteur.

empêché la gauche d'exercer le pouvoir à trois reprises depuis 1981 (vingt ans au total, contre seize ans à la droite). Mais ce temps semble définitivement révolu. La synthèse, à la fois comme art et comme méthode, a épuisé ses effets : c'est ce que les électeurs de 2017 ont signifié aux socialistes, et c'est ce que ceux-ci doivent admettre s'ils veulent prendre la mesure du travail qui les attend.

Certes, il existe aux derniers revers électoraux des causes conjoncturelles, de nature politique et psychologique. D'un côté, on a invoqué les défauts de communication autour de la politique gouvernementale, les divisions internes à la majorité et l'attitude des « frondeurs ». De l'autre, le CICE puis le pacte de responsabilité ont été perçus comme des « cadeaux » faits aux entreprises, faute de contrepartie tangible en créations d'emplois. La déchéance de nationalité puis la loi « El Khomri » ont jeté le trouble chez les électeurs et achevé de diviser le camp socialiste. Les avancées, plus fortes qu'on ne l'a dit, à porter au crédit du quinquennat de François Hollande n'ont pas suffi, aux yeux des soutiens des électeurs, à équilibrer un bilan assombri par la persistance de résultats décevants sur le front de l'emploi. Il y eut enfin la séquence présidentielle : la décision du Président de la République de ne pas se représenter, estimant que les conditions n'étaient pas réunies, puis la tenue de primaires qui, loin de créer une dynamique, ont accentué les divergences et coupé l'électorat socialiste en trois blocs.

Tout cela, brossé à grands traits, explique la défaite électorale de 2017, mais ne rend pas compte de la déroute politique. Pour expliquer celle-ci, on peut invoquer la crise dans laquelle se débat la social-démocratie européenne et avec elle le socialisme français. Celui-ci a vécu longtemps sur des compromis avec le réel dont ses dirigeants considéraient, à tort ou à raison, qu'ils étaient le prix à payer pour construire et préserver son unité et conquérir ou conserver le pouvoir. La décennie 1980 aura été, à cet égard, celle de la conversion silencieuse au capitalisme libéral. Acceptant les règles du jeu de l'économie de marché, les socialistes ont dû très tôt se rendre à l'évidence : le modèle politico-économique qui avait servi de programme pour la conquête du pouvoir en 1981 – interventionnisme étatique, dirigisme économique et socialisation des grands moyens de production – ne fonctionnait plus. Même l'idée qu'il appartient à l'État de « changer la vie » apparaissait comme dépassée. La conjonction durable d'un chômage élevé et d'une inflation à deux chiffres, la montée des inégalités et le creusement de la dette et des déficits publics ont eu raison de l'alliance du keynésianisme et de l'État providence, du plein-emploi et de la redistribution, sur laquelle la social-démocratie d'après-guerre avait construit son hégémonie idéologique et sa légitimité politique. Même

quand la gauche est au pouvoir, comme en France, et alors qu'elle s'efforce de mener une politique sociale de redistribution, la décennie 1980 est déjà celle du doute pour les sociaux-démocrates européens. Après la victoire de Bill Clinton aux États-Unis, les années 1990 marquent certes l'embellie avec le retour de la gauche au gouvernement aux Pays-Bas, en Italie, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne. Mais confrontés à l'épreuve du pouvoir, les sociaux-démocrates se divisent entre les partisans d'une politique de l'offre assumée, comme Tony Blair et Gerhard Schröder, et ceux qui, comme Lionel Jospin, restent attachés à un keynésianisme tempéré mais redistributif, que symbolise la part élevée des dépenses publiques dans le PIB². Cependant, la crise de la dette des pays de la zone euro, la pression des marchés, relayée par Bruxelles et la troïka et l'idée qu'un excès de protection sociale freine la nécessaire adaptation du marché du travail ont ensuite conduit les différents gouvernements de la gauche européenne à se convertir progressivement, bon gré mal gré, à des politiques de dérégulation, d'inspiration social-libérale, qui ont désarçonné leur électeurat. La plupart d'entre eux l'ont payé dans les urnes et le Parti socialiste n'a pas fait exception. La déroute électorale de 2017 trouve là, sans doute, une partie de son explication. S'ils n'ont jamais entendu se rallier à la révolution néolibérale, les socialistes ont échoué à lui trouver une alternative dans l'exercice du pouvoir. Ils se sont progressivement laissés glisser sur une pente que rien, ni dans leur idéal politique ni dans leur projet, ne les prédisposait à suivre. Privés de marge de manœuvre en raison de la « contrainte extérieure »³, confrontés à une croissance si faible qu'elle rendait problématique la mise en œuvre d'une politique de solidarité à la hauteur de leurs ambitions, les socialistes ont décidé d'en rabattre sur celles-ci et de tenter d'obtenir par d'autres moyens les résultats que ne permettait plus l'utilisation de la panoplie classique des politiques sociales-démocrates. Selon cette explication, les problèmes de la social-démocratie européenne, et du socialisme français en particulier, n'invalident pas tant une idéologie dépassée qu'ils traduisent les difficultés pratiques de mise en œuvre des programmes sociaux-démocrates à l'ère de la mondialisation néolibérale.

Si cette explication me paraît juste, il me semble qu'elle ne va pas assez loin. Elle ignore les racines plus profondes et plus anciennes du problème, qui mettent en cause l'identité du socialisme, le sens de ses valeurs et la définition de son projet. Car si la mondialisation et la faible croissance ont

² Les dépenses publiques égalent 54% du PIB en 1997. Elles avoisinent les 57% entre 2012 et 2016.

³ Dans le discours de la gauche de gouvernement, le passage de la contrainte extérieure à la mondialisation signera, après le tournant de 1983, le glissement du provisoire au durable d'abord, au permanent ensuite, à l'irrésistible, enfin.

incontestablement contribué à saper les fondements sur lesquels la social-démocratie avait construit son assise pendant les Trente Glorieuses, force est de constater que les socialistes n'ont pas su voir que la mondialisation et la croissance étaient des concepts à repenser à la lumière des formes inédites du capitalisme technologique et financier et des nouveaux enjeux écologique et numérique. Au-delà de la question des moyens, les difficultés politiques du Parti socialiste me paraissent donc s'expliquer, en dernière analyse, par son incapacité à changer de perspective sur le monde et à repenser les fondements de son projet.

En lieu et place de ce nécessaire travail de refondation, la gauche socialiste s'est contentée d'un exercice d'adaptation. Refusant l'idée de son désarmement idéologique – ou plutôt refusant de voir un problème dans ce désarmement –, elle ne s'est pas donné les moyens de son réarmement. Progressivement, le « pragmatisme », credo du nouveau siècle érigé en valeur politique, va lui tenir lieu de doctrine pour l'action⁴. Soucieuse de faire la preuve de sa capacité à gouverner, elle considère alors le réalisme – et plus encore le réalisme en économie – comme le meilleur gage de sa crédibilité auprès des milieux industriels et financiers qu'elle souhaite rallier à sa politique de libéralisation autour du projet européen. Elle est poussée dans cette voie par le fait que la globalisation est perçue comme un phénomène à la fois irréversible et irrésistible et que partout, dans les sociétés occidentales, les aspirations à plus de liberté prennent une forme de plus en plus antiétatique. D'un côté comme de l'autre du rideau de fer, c'est le grand retour de la société civile qui accompagne le triomphe du marché et qui se pose explicitement comme un contre-pouvoir à l'État bureaucratique. Et puisque ce retour s'accompagne d'un fort scepticisme à l'égard des idéologies, au moins celles qui se donnent trop visiblement pour telles, la gauche socialiste, convertie au pragmatisme, est trop heureuse de se débarrasser d'un fardeau idéologique dont le poids lui apparaît désormais comme un obstacle à gouverner et à (se) réformer, mais aussi à comprendre le monde en train de changer : ce fut là son erreur majeure. Car en adhérant au discours sur la fin des idéologies, elle s'interdit de voir ce qu'avait, précisément, d'essentiellement idéologique ce retour de la société civile et du marché. Ce qu'elle prit pour un crépuscule n'était qu'une métamorphose, un de ces glissements de terrains qui se produisent à chaque changement d'époque sous la poussée formidable des nouvelles forces à l'œuvre dans les champs symbolique, intellectuel et moral, mais

⁴ Comme il tient lieu à l'ensemble de la gauche européenne. Pour autant, cela ne signifie pas, on l'a vu, que les politiques menées par les gauches européennes dans les années 1990 soient équivalentes, ni que les politiques menées par Laurent Fabius, Michel Rocard ou Lionel Jospin aient été guidées par le seul pragmatisme.

aussi économique et social, des forces qui, pour se déployer pleinement, avaient besoin d'un nouveau paradigme capable à la fois de mettre en forme et de satisfaire leurs aspirations dans un nouveau cadre sociologique, économique et politique. Ce nouveau modèle avait un nom : le néolibéralisme.

La gauche socialiste française – comme la social-démocratie européenne – ne s'est pas relevée, sur le plan intellectuel, de ce rendez-vous manqué avec l'Histoire. Faute d'avoir alors procédé à son *aggiornamento* doctrinal, elle n'a pas su proposer à ces forces nouvelles le modèle original qui lui aurait permis de les mettre au service d'un projet différent, certes, du socialisme de Jaurès, mais porteur des mêmes valeurs d'égalité, de justice, de solidarité, de liberté. Ce faisant, elle a abandonné le terrain au néolibéralisme qui est apparu alors comme seul capable de fournir un cadre de rechange à l'expression de ces aspirations nouvelles qui prennent, à partir des années 1970, les traits d'un individualisme mondialisé. C'est ce vide qu'elle paye comptant aujourd'hui. Car avant d'être un camp politique, des réseaux, des élus et des militants, le socialisme est une sensibilité, un humanisme, un regard sur le monde, une certaine idée du progrès et de ce que signifie la vie en commun. Le paradoxe est que les succès électoraux du Parti socialiste au cours des trois décennies qui séparent 1981 de 2012 auront été celles de son déclin idéologique. Ce déclin ne signifie pas que le socialisme n'a plus rien à dire aux générations futures. Il implique en revanche que ses promoteurs prennent la mesure du défi historique qui les attend. Le Parti socialiste ne pourra se contenter, cette fois, d'un vague syncrétisme doctrinal. Il est à la croisée des chemins et devra opérer, pour espérer survivre aux temps présents, beaucoup plus qu'un ravalement de façade. Il devra prendre la refondation au sérieux et se réinventer du sol au plafond : décrypter les grandes mutations du siècle qui commence, dire quelle est sa vision du monde et, sur cette base, construire un projet capable de prendre en charge les grands défis de notre époque et d'emporter l'adhésion d'une majorité des électeurs de gauche. Ce travail passe par un retour sur le passé : non celui des dernières années, mais celui des dernières décennies. Car au-delà des règlements de compte en forme d'inventaire, il est indispensable de comprendre pourquoi le socialisme, dans la version canonique élaborée au long du XX^e siècle, ne peut plus constituer la grille de lecture de notre présent et a épuisé sa capacité mobilisatrice comme utopie porteuse de sens et d'avenir. Élaborer un socialisme du XXI^e siècle, c'est donc d'abord repenser le sens des valeurs qui fondent son identité philosophique et politique – humanisme et universalisme, égalité, sens du progrès, laïcité, idéal démocratique – à la lumière d'un contexte profondément transformé.

*

Les lignes qui suivent développent cinq thèmes de ce que pourrait être la feuille de route de cette refondation. Premièrement, réaffirmer, contre la vision néolibérale, l'essence humaniste du socialisme. Deuxièmement, reconstruire une vision du monde pour retrouver le sens de l'action politique et ainsi bâtir la mondialisation plutôt que de la subir. Troisièmement, changer de modèle de société pour engager la révolution écologique. Quatrièmement, repenser la question du travail. Cinquièmement, refonder nos pratiques politiques sur un socle de valeurs morales et reconstruire une identité socialiste capable de rassembler la gauche pour la mener, demain, à de nouveaux succès. Loin de prétendre ici apporter des réponses clé en main, le but est de convaincre que ces cinq thèmes constituent, avec d'autres⁵, des briques indispensables à une authentique refondation. Elles ont pour caractéristique commune d'engager, chacune, une dimension constitutive du socialisme historique et de porter des enjeux déterminants pour le siècle qui s'ouvre.

*

I. Réaffirmer, contre la vision néolibérale, l'essence humaniste du socialisme

L'empire cybernétique et la désobjectivation de l'homme

Entre les débats autour de la rupture avec le capitalisme, la participation au gouvernement ou le soutien au projet européen, les socialistes ont eu maintes occasions de se diviser au cours de leur histoire. Mais quelle que soit la diversité des tendances, des courants ou des sensibilités, tous se retrouvaient sur un certain nombre de valeurs qui faisaient leur identité. Le ciment de celle-ci était une même foi en l'homme, et la conviction que le progrès n'avait de sens que s'il portait en lui l'espoir d'une émancipation de l'individu. Même quand ils divergeaient sur la méthode ou les priorités, l'ambition de libérer l'homme de toutes les formes d'oppression, d'exploitation et de subordination a toujours réuni les socialistes. Et derrière la figure de l'opprimé, du travailleur ou du misérable, se profilait celle de l'Humanité à promouvoir, celle d'un sujet autonome, d'un être rationnel capable d'agir sur le monde. Tout le sens du combat socialiste a été de faire advenir cette Humanité à un double niveau : individuel, en portant le projet d'émancipation sans autre distinction que celle des mérites et des talents ; collectif, en rendant la société plus juste et plus

⁵ Il ne fait aucun doute que d'autres enjeux doivent être pris en considération. Je pense en particulier à la guerre et aux intérêts qui s'attachent à progresser dans la voie du désarmement nucléaire.

solidaire : plus supportable la condition de l'ouvrier, plus égalitaire celle des femmes, plus décente celle des plus pauvres.

Le sens de cette Humanité s'est perdu à Auschwitz et à Hiroshima, dans les horreurs de la guerre mondiale. Contre la démesure de l'homme maître et possesseur de la nature, contre la volonté de toute-puissance qui a produit les pires massacres de l'histoire, la deuxième moitié du XX^e siècle aura été celle d'une lente et méthodique déconstruction du sujet, d'un effacement de la figure de l'homme au profit de ce qu'on pourrait appeler la structure, le réseau ou le *système*. Dans les années 1940, apparaît une science nouvelle, la cybernétique, qui regroupe tout un ensemble de disciplines, de théories, de techniques, de mécanismes qui ont pour point commun l'étude de la communication en tant que moyen de contrôle⁶ et de régulation du fonctionnement des machines artificielles, des organismes vivants mais aussi de la société. Dans la perspective cybernétique, le monde est intégralement constitué de systèmes, vivants ou non, imbriqués et en interaction : une société, un réseau d'ordinateurs, une machine, une entreprise, une cellule, un organisme, un cerveau, un individu, un écosystème peuvent être décrits et analysés comme des systèmes, c'est-à-dire comme des ensembles d'éléments entretenant entre eux des échanges d'information au sens large⁷. L'homme n'est donc plus appréhendé comme un sujet ou une personne, mais comme un système cognitif matériel, doué de capacité de perception, d'action et d'apprentissage, *au même titre* que l'animal, la cellule organique ou la machine. La pensée elle-même peut être modélisée et les fonctions du cerveau – activité sensorielle et motrice, apprentissage, mémoire – reproduites artificiellement. Cette révolution philosophique a une portée considérable puisqu'elle efface les frontières qui, depuis les débuts de l'ère moderne, avaient organisé le savoir autour de la distinction entre le naturel et l'artificiel, le matériel et l'immatériel, l'inanimé et le vivant, l'humain et l'animal. D'une part, elle est à l'origine de quantité de disciplines contemporaines : les sciences de l'information et de la communication, les sciences cognitives, la biologie moléculaire ou encore les neurosciences. D'autre part, elle a ouvert la voie à tout un ensemble de recherches qui, depuis la robotique jusqu'à l'intelligence artificielle, ont pour objet de reproduire les fonctions humaines, avec pour ambition de les contrôler, de les remplacer ou de les augmenter.

Mais l'influence de la cybernétique ne s'est pas arrêtée aux sciences de la nature. Elle a en outre été la matrice des sciences de l'homme qui se sont

⁶ La cybernétique se propose explicitement de mettre les moyens de la communication au service d'un objectif de contrôle : contrôle technique, mais aussi contrôle physiologique et contrôle social.

⁷ L'*information* désigne ici le contenu de ce qui est échangé avec le monde extérieur (matière, énergie, message) à mesure que le système s'y adapte et qu'il agit sur lui en retour.

armées contre la philosophie de la conscience : l'anthropologie structurale de Lévi-Strauss, la théorie du langage de Jakobson, celle de l'écriture de Derrida, la psychanalyse de Lacan, la philosophie de Foucault : chacune a contribué, à sa manière, à la déconstruction de la « métaphysique de la subjectivité », identifiée à la conception cartésienne de l'homme comme substance pensante. En lieu et place du « je » qui pense, se souvient, désire, etc., on ne trouve que des réseaux de neurones parcourus par des flux électriques, déclenchés par des capteurs sensoriels et transformés en informations (messages) par des dispositifs neurophysiologiques. Les fonctions attribuées à la conscience du sujet ne sont ainsi que les « effets émergents produits par le fonctionnement de *processus sans sujet* »⁸. Les sciences sociales découvrent de même que des entités collectives – la société, le peuple, la nation, etc. – peuvent aussi « vouloir », « désirer », « croire », « décider » sans que cela traduise aucunement l'intention des individus qui les composent. L'homme est ainsi le siège ou la source de manifestations multiples qui se produisent en-dehors de sa conscience : même quand il apparaît comme leur *agent*, il n'en est plus le *sujet*.

L'homme cybernétique, clone de l'individu néolibéral

Parmi les multiples figures de ces processus sans sujet, il en est un particulièrement illustratif : le marché. Dans *Droit, législation et liberté* (1973-1979), l'économiste Friedrich von Hayek, l'un des représentants les plus influents du néolibéralisme contemporain et celui qui, sans doute, lui a donné ses fondements théoriques les plus solides, décrit l'ordre du marché comme un « ordre spontané » ou « auto-généré ». Reprenant une idée exprimée dès la fin du XVIII^e siècle par le philosophe écossais Adam Ferguson, il soutient que le marché, comme les autres institutions non conventionnelles – le langage, l'écriture, le droit, les traditions, les croyances, la morale, etc. – est le produit de l'action des hommes mais non celui d'un quelconque dessein humain. Le marché est un « effet de composition », le résultat involontaire de la composition des millions de décisions individuelles qui, à tout instant, lui donnent sa configuration. Si chacun des acteurs du marché ne détient qu'une infime partie des informations qu'ils s'échangent, chacun tire profit des informations dispersées parmi tous pour ajuster son comportement, de sorte que la structure des activités humaines s'adapte constamment – et fonctionne par le mouvement même de son adaptation – à des millions de faits que personne ne connaît dans leur totalité. Le marché met en œuvre, là encore, un savoir sans sujet, il représente un ordre qui n'est ni naturel – puisqu'il

⁸ J'emprunte l'expression à Jean-Pierre Dupuy, *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, La Découverte, 1994.

résulte de l'action des hommes – ni artificiel puisqu'il ne résulte pas de leur volonté consciente.

Hayek s'efforce de penser la constitution de l'ordre du marché à partir d'une théorie psychologique qui emprunte aux sciences cognitives de son temps. Pour tenter d'expliquer comment, d'une multitude d'actions individuelles non concertées, peut émerger un ordre collectif cohérent et efficace, il s'intéresse aux interactions entre l'esprit de l'homme et son environnement. Il conçoit ainsi l'esprit comme un ensemble de règles, de schémas abstraits inculqués par son environnement culturel et social qui donnent forme à la réalité perçue et qui gouvernent l'action de l'individu quand il agit en retour sur son environnement. Contrairement à la conception de Descartes, l'homme n'est pas d'abord un sujet pensant qui se donnerait des buts avec la volonté consciente de les exécuter, mais *un animal obéissant à des règles* qu'il ne produit pas lui-même mais qu'il applique, pour l'essentiel, sans en avoir conscience, comme le langage qu'il parle ou la morale qui gouverne ses comportements. Les règles sont donc des procédures de régulation des comportements transformées ensuite en usages, en traditions, en pratiques codifiées. Leur première fonction est de favoriser la coexistence pacifique entre les individus du groupe, d'assurer sa cohésion et de permettre son développement. Pour Hayek, cette action régulatrice est ce qui rend ensuite possible l'apparition de la concurrence comme rapport de coexistence caractérisant certaines sociétés. Pour l'économiste, la concurrence a ceci de remarquable qu'elle crée de l'émulation entre les hommes qu'elle incite à se montrer plus créatifs, plus imaginatifs, plus agiles. L'histoire montre ainsi comment, par un processus analogue à la sélection naturelle, les sociétés « concurrentielles » se sont révélées plus efficaces que les autres, c'est-à-dire plus aptes à progresser. Car c'est dans ces sociétés que s'est développé, par imitation, cet ethos rationnel qui distingue la société capitaliste des autres formes sociales et qui l'a placée à la pointe de la civilisation matérielle. On voit comment, dans la tradition néolibérale, la conception de l'homme comme animal obéissant à des règles est consubstantielle à la conception de l'ordre social comme ordre concurrentiel. Dans ce processus de naturalisation, l'explication de la société de marché repose tout entière sur une anthropologie et une psychologie du comportement qui privilégient, chez l'homme, non sa volonté et son autonomie, mais sa capacité à suivre des règles. L'homme cybernétique est la face cachée de l'ordre néolibéral et c'est cet homme-là qui se profile à l'horizon de nos sociétés.

Le discours performatif de l'idéologie néolibérale

Car l'idéologie néolibérale qui s'est imposée progressivement dans tout le monde occidental à partir des années 1980 n'a pas eu seulement pour effet de produire une vision du monde plus efficace, sur le plan explicatif, que l'eschatologie marxiste ou la révolution keynésienne. Elle a progressivement *produit un monde* conforme à sa vision et *modélé l'homme* à l'image qu'elle s'en faisait et qui ressemble beaucoup à la description qu'en donne Hayek. Même si ces processus ont cheminé à des rythmes différents d'un pays à l'autre, on a vu se mettre en place progressivement, en France, les dispositifs concrets propres à faire advenir la société de marché postulée par l'idéologie dominante : ouverture et déréglementation des marchés financiers à partir de 1984 au nom de l'efficacité concurrentielle, normalisation des comportements d'entreprises par les dispositifs de régulation (autorités indépendantes, gouvernance d'entreprise, standards techniques, etc.), normalisation des comportements individuels par des chartes éthiques et des codes de déontologie, banalisation de l'État comme acteur de marché et privatisation d'un nombre croissant de fonctions et de services, introduction de la logique de marché dans la sphère publique (nouveau management public, généralisation de l'évaluation et du management par objectifs), promotion de l'horizontalité du réseau comme paradigme dominant de l'organisation économique et sociale (entreprises en réseaux et réseaux d'entreprises, réseaux sociaux, Internet, *blockchain*, bitcoin, plateformes numériques, Wikipédia, etc...), substitution de l'horizontalité du contrat à la verticalité de la loi, extension de la forme entrepreneuriale au-delà de la sphère économique (présentation de l'entreprise comme porteuse d'une « culture », de valeurs « éthiques » ou d'une « responsabilité sociétale », discours sur l'individu « entrepreneur de lui-même », etc.).

Tous ces phénomènes, qui peuvent apparaître sans lien les uns avec les autres, sont le résultat d'un même processus de légitimation par le discours dominant. Ce discours est idéologique en ce qu'il véhicule une vision du monde qui dépend étroitement de la conception de l'homme comme être gouverné par des règles. L'individu se trouve, vis-à-vis de son environnement socio-culturel, dans un rapport de circularité dont il lui est impossible de sortir. D'une part, ses capacités cognitives et sa psychologie sont modelées en profondeur par cet environnement qui lui impose ses codes et ses normes de comportement par l'intermédiaire de signaux, d'informations ou de messages auquel il apprend à se conformer de façon plus ou moins automatique ; d'autre part, le milieu socio-culturel est certes le résultat de l'action des individus, mais des individus qui sont, en réalité, largement programmés pour agir conformément à des normes qui, pour la plupart, échappent à leur conscience, tout comme l'ordre du marché qui

résulte de leurs interactions. De sorte que l'individu et la société de marché se renforcent mutuellement par un processus auto-généré qui a toutes les apparences d'une évolution à la fois naturelle et inéluctable. Mais ce qui, à ce stade, distingue le néolibéralisme d'autres théories englobantes du même type – par exemple le marxisme –, c'est qu'il a réussi, en outre, à s'imposer comme discours *normatif et rationnel exclusif*, en vertu duquel les individus *doivent* se conformer aux schémas comportementaux issus de la logique du marché. En effet, dès lors que l'histoire des sociétés humaines a consacré la supériorité du marché selon les critères de l'efficacité instrumentale, l'adaptation à ses exigences n'est rien d'autre qu'une affaire de rationalité. Et toute opinion critique à cet égard se trouve disqualifiée, rejetée du côté du conservatisme, du passéisme ou de l'utopie. Les dispositifs concrets qui ont été mis en place par la loi depuis trente ans, en France comme chez ses voisins, ont participé de cette logique. S'ils veulent être en mesure de proposer une autre vision de la société et du progrès humain pour le XXI^e siècle, les socialistes doivent s'interroger sur la *déshumanisation* de la figure de l'homme que l'idéologie néolibérale a mise au service de sa domination. S'ils veulent maîtriser les risques pour nos libertés que recèlent les recherches sur la manipulation du vivant et les techniques de conditionnement de l'humain, ils doivent réaffirmer l'humanisme au cœur de leur projet et leur opposition à toute forme de science sans conscience. À l'heure de la révolution numérique, cette priorité s'impose comme une urgente nécessité.

L'homme à l'épreuve de la révolution numérique

S'il y a urgence à penser, c'est aussi que l'idéologie néolibérale qui domine depuis quatre décennies nos modes d'existence est en train de donner naissance à un nouveau type d'être humain qui pourrait bien, demain, ne plus être en mesure de penser. La refondation du socialisme ne pourra faire l'économie d'une réflexion critique sur la représentation dominante de l'homme et du monde. Elle ne sera pas en mesure de penser un projet alternatif si elle ne commence pas par assumer la *possibilité* d'un autre regard sur ces réalités que sont l'homme et le monde contemporains et d'une action pour les changer. Car au-delà de la caricature anthropologique de l'individu néolibéral, ce qu'il s'agit de conjurer c'est le discours de l'impuissance qui réduit la politique à la pure administration des hommes et des choses. Cette réflexion devra mobiliser les savoirs issus des biotechnologies et des neurosciences, de l'informatique, de la robotique et de l'intelligence artificielle. Nous assistons à une révolution des techniques qui nous a fait pénétrer de plain-pied dans l'ère des robots et des algorithmes. Comme toutes les grandes révolutions précédentes du même

type –écriture, imprimerie, machine à vapeur –, celle-ci est en train de bouleverser les cadres de la pensée politique, sauf qu'en raison de sa rapidité extraordinaire, elle constitue un véritable défi pour les capacités cognitives du cerveau humain. Les principales catégories de la pensée économique et juridique – la propriété, le travail, le capital, la richesse, l'État, le droit, la loi, le contrat, etc. – sont menacées d'obsolescence tant la place prise par les algorithmes dans nos existences bouscule nos cadres mentaux, nos pratiques et nos croyances. Plus fondamentalement encore, les principes fondateurs de notre tradition démocratique – liberté, égalité, justice, séparation entre le domaine public et le domaine privé – sont soumis à l'épreuve de la révolution numérique, des réseaux sociaux, du *Big Data*, des nanotechnologies, des objets connectés et du codage informatique. Enfin, sur un plan philosophique autant qu'anthropologique, la frontière cardinale entre l'humain et le non humain pourrait n'être bientôt qu'un lointain souvenir. La manipulation du vivant a pour résultat la mécanisation de l'humain, au point que plus rien ne semble hors de portée du pouvoir algorithmique : ni le contrôle intégral de nos vies, ni la victoire sur la mort. Comme tous les outils, robots et algorithmes seront la pire ou la meilleure des choses selon ce que nous en ferons. Comprendre ce qui se joue dans cette révolution silencieuse, c'est comprendre l'enjeu civilisationnel qui s'attache à en maîtriser le cours si nous voulons continuer à vivre comme des êtres humains, c'est-à-dire comme des êtres libres : voilà un immense défi pour un nouveau socialisme. La même exigence de comprendre pour agir s'impose à propos de la mondialisation.

*

II. Bâtir la mondialisation plutôt que de la subir

La mondialisation est un phénomène historique et politique plus complexe et ambivalent que ne le suggère la banalisation d'un mot entré par effraction dans notre vocabulaire. Elle ne désigne pas seulement un état de fait : l'internationalisation des échanges ou le réseau des multiples interdépendances techniques ou économiques qui instituent entre les êtres humains une communauté de destin et de dangers à l'échelle de la planète et une commune responsabilité à l'égard de sa conservation. Elle est également une construction idéologique, à la fois intellectuelle et juridique, qui a été pensée et voulue et qui s'est imposée aux États à la faveur de ce que Saskia Sassen a appelé la déstabilisation des anciennes hiérarchies d'échelle. Aussi longtemps que l'État-nation était en capacité d'assurer l'articulation entre les différentes échelles territoriales – depuis l'international jusqu'au local en passant par le régional et l'urbain –, il était en mesure de garantir la cohésion de l'ensemble parce que c'est à l'échelon

national que se déroulaient l'essentiel de nos pratiques et que s'organisaient les principales institutions. Or, cette capacité s'est trouvée grandement affaiblie. Un nombre croissant des phénomènes qui influencent les décisions politiques des États possèdent une dimension internationale qui rend impossible leur résolution à l'échelle d'un seul d'entre eux. La croissance démographique et la crise écologique sont devenues les principaux facteurs de menaces environnementales et même sociétales pour la planète. Elles ont pour conséquence directe l'explosion des mouvements migratoires qui met à l'épreuve la stabilité du monde autant qu'elle traduit son instabilité. Elles appellent des réponses à l'échelle des continents. De même, le combat contre le terrorisme, les opérations de pacification ou de maintien de la paix, la lutte contre la prolifération nucléaire sont des enjeux stratégiques dont la résolution appelle, là encore, des réponses concertées et coordonnées entre les États. Enfin, la révolution des techniques de l'information et de la communication autant que les exigences de la coopération en matière d'industrie et de recherche rendent désormais illusoire toute stratégie de contrôle ou de maîtrise à l'échelle d'un État. Débordés par ces phénomènes planétaires, les États nationaux sont en outre concurrencés, sur la scène internationale, par des acteurs qui limitent ou contraignent leur capacité d'action, avec ou sans leur consentement. Depuis longtemps il existe des organisations supranationales auxquels les États ont accepté de transférer des pans de leur souveraineté. Mais la nouveauté du dernier demi-siècle, c'est l'apparition, sur cette même scène, des acteurs privés. Certains, comme les ONG, poursuivent des buts d'intérêt public. Précurseurs cosmopolites d'une société civile internationale en devenir, elles sont nées de la volonté d'appeler l'attention de l'opinion sur des enjeux – humanitaires, écologiques, de développement, etc. – qui appellent la solidarité internationale. L'autre catégorie d'acteurs privés, ce sont les entreprises multinationales dont certaines, à la faveur de la dérégulation et de la financiarisation du capitalisme, ont acquis assez d'indépendance et de capacité d'influence pour rivaliser avec les États eux-mêmes. Leur poids financier, leur capacité à se soustraire à l'empire des législations nationales, la faculté, pour certaines, à s'insérer dans des réseaux d'information et de communication planétaires, dépourvus de centre et qui, pour cette raison, sont particulièrement difficiles à contrôler, en feront tôt ou tard des concurrents directs des États pour jouer les premiers rôles sur la scène internationale et présider aux destinées du monde. D'ores et déjà, au regard de la place prise par les algorithmes dans nos existences, la puissance des multinationales de l'économie numérique – les fameux

« GAFA » (*Google, Amazon, Facebook, Apple*) – suscite des interrogations légitimes.

Jamais le monde n'a été confronté à des défis aussi engageants pour sa survie. Mais alors que ces défis appellent une action concertée au niveau international, les institutions en mesure d'incarner et de coordonner l'action de la « société des nations » sont affaiblies ou absentes. À la mondialisation des crises et des interdépendances subies doit donc impérativement répondre une mondialisation des solutions politiques et des solidarités assumées. C'est à quoi les socialistes doivent s'atteler. La mondialisation est à la fois un défi et une chance pour eux. Elle est un défi parce qu'elle les oblige à repenser la nature du lien social et, par-là, la définition même de la société sur laquelle reposait le socialisme. Elle est une chance, non seulement parce que l'internationalisme participe de l'essence du socialisme, mais parce que sur cette idée il devrait être possible de promouvoir de nouvelles solidarités à toutes les échelles et de porter en France, en Europe et au-delà, une vision du monde refondée, partagée par les forces de gauche.

Forger une vision du monde, ce n'est pas seulement donner du sens et un cadre à la réflexion et à l'action, c'est être capables de se projeter, en tant que socialistes, dans le futur du monde qu'ils veulent faire advenir. C'est pourquoi la refondation d'une force socialiste passe par la redéfinition d'une vision socialiste du monde, et c'est pourquoi la mondialisation est au cœur de la refondation. La mondialisation dont il est question ici, ce n'est pas simplement un contexte, l'arrière-plan ou le théâtre sur lequel ils sont appelés à agir. Elle ne se résume pas non plus à une nouvelle perspective sur le monde, un nouvel horizon de sens pour ce qu'ils veulent faire. La mondialisation devrait être pour eux un projet politique, la matrice guidant leur réflexion sur l'écologie, l'Europe, la révolution numérique, les flux migratoires, le capitalisme, etc. Dire que la mondialisation est un projet, c'est refuser de la considérer comme un donné, ou comme une fatalité, et c'est traquer les réalités concrètes qui se cachent derrière le mot.

Distinguer les deux mondialisations

En réalité, nous n'avons pas affaire à une mais à deux mondialisations. La première est celle de la science et de la technique, celle d'Internet et de la révolution numérique qui a permis l'abolition des distances physiques dans la circulation des signes entre les hommes. L'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication a bouleversé nos existences à une vitesse vertigineuse à partir des années 1990. Elle est le fruit des progrès de la technologie et de leur diffusion à l'échelle planétaire.

Telle est la mondialisation du village global, celle des connexions électroniques et des réseaux sociaux qui a transformé notre perception du temps et de l'espace comme notre rapport aux autres et au monde.

La seconde mondialisation est celle du marché total, c'est-à-dire la mobilisation et le recyclage de l'ensemble des ressources humaines, matérielles, techniques, naturelles et symboliques au service de ce processus de transformation et d'échanges qu'est le marché capitaliste mondialisé, celle de l'abolition des barrières douanières et des frontières qui a rendu possible l'avènement de la société néolibérale, celle des multinationales et du grand marché. À cette mondialisation, les socialistes ont dit non quand elle signifiait, avec le TAFTA – traité de libre-échange transatlantique entre l'Europe et les Etats-Unis –, une atteinte inacceptable à notre souveraineté, à la protection des données, à nos standards écologiques, sanitaires et sociaux et à l'exception culturelle européenne. Cette mondialisation-là résulte d'un processus *conscient et volontaire* de déréglementation mis en œuvre par les États au nom d'une idéologie concurrentielle à laquelle les États eux-mêmes n'échappent pas.

La première mondialisation est un phénomène *structurel* – elle relève du progrès des connaissances scientifiques et des techniques, de la diffusion des idées à l'échelle planétaire et de l'évolution des mœurs ; la seconde est un phénomène *conjuncturel* qui procède de choix politiques – *donc réversibles* – qui sont au cœur de l'idéologie néolibérale, laquelle voit dans le marché l'archétype de l'ordre social spontané et sans frontière. Le substrat idéologique qui enveloppe la mondialisation du deuxième type a pour objet et pour effet de nous la rendre à la fois objective et nécessaire, nonobstant les choix politiques dont elle procède. Être en mesure de se libérer intellectuellement de l'emprise de cette idéologie est peut-être la tâche la plus difficile, sans doute aussi la plus urgente pour les socialistes. Car à confondre ces deux mondialisations, on s'interdit de les penser dans ce qu'elles ont d'essentiellement irréductible l'une à l'autre. Postuler que la mondialisation est une donnée, c'est se priver de l'espace intellectuel nécessaire pour imaginer la possibilité d'une autre politique et, au-delà, la possibilité même de l'action politique.

La vision néolibérale qui est à l'origine de la seconde mondialisation conçoit l'ordre marchand à l'image de l'organisme biologique : comme un système autorégulé possédant en lui-même son principe et sa règle. Non seulement, dans cette vision, le marché constitue l'archétype de l'ordre social, mais cet ordre n'a pas besoin de l'État pour prospérer puisqu'il possède en lui-même le principe de son organisation. Cette vision prétend ainsi soustraire le fonctionnement du marché à l'autorité des lois positives

pour ne reconnaître que l'efficacité de mécanismes de régulation capables de gouverner les comportements des hommes pour faire produire à leurs actions combinées un ordre spontané qui n'entraîne nullement dans leurs desseins. L'ordre de la mondialisation économique est le résultat des lois du marché qui produisent leurs effets en dehors de la conscience des hommes. Dans cette configuration, les lois positives des États n'ont de sens et de raison d'être qu'à la condition de s'indexer à cet ordre. Le droit particulier des États devient alors le simple instrument de l'accomplissement des lois universelles du marché, la fonction du droit se réduisant à servir le fonctionnement de l'économie.

L'urgence d'une refondation pour imaginer l'Europe politique

Il se pourrait bien que les controverses qui empoisonnent le débat européen au sein de la famille socialiste depuis 2005 aient pour origine l'absence d'élucidation de la nature ambivalente de la mondialisation, ajoutée à la difficulté à penser la question européenne en-dehors du cadre intellectuel imposé par cette mondialisation. Ayant pris l'habitude, depuis vingt ans⁹, de penser l'Europe au prisme de la mondialisation, associant l'une à l'autre dans une sorte de relation dialectique de l'extérieur et de l'intérieur, les socialistes n'ont-ils pas fini, malgré eux, par conférer à la première le statut problématique de la seconde ? L'ambition affichée à Maastricht (1992) de dépasser l'objectif économique assigné à la Communauté pour donner à l'Europe une impulsion politique s'est peu à peu ensablée faute de vision. Les nouveaux transferts de souveraineté (éducation, culture, santé, environnement, recherche, etc.), le lancement de l'Union économique et monétaire, l'instauration d'une politique étrangère et de sécurité commune et la reconnaissance d'une citoyenneté européenne traduisaient une volonté nouvelle : faire de l'Europe un instrument de protection mais aussi d'influence dans un contexte d'ouverture des frontières. Or tout s'est passé comme si la vocation essentiellement économique de l'Europe, conçue par ses fondateurs comme un grand marché gouverné par les règles du libre-échange, avait naturellement repris ses droits, poussant la construction européenne dans le sens de sa plus grande pente ordolibérale. Par atavisme plus encore que par faiblesse, l'Europe s'est alors offerte aux grands vents de la mondialisation, validant, au nom même de ses principes constitutifs, la concurrence fiscale et sociale entre les États membres comme à l'échelle internationale. La mondialisation n'a alors plus cessé d'exercer son pouvoir d'attraction sur la construction européenne, l'éloignant sans cesse davantage de l'ambition

⁹ Au moins depuis 1996 avec la convention nationale de mars 1996 à l'Hay-les-Roses, « Mondialisation, Europe, France ».

initiale à mesure que progressait l'intégration économique et que s'enlisaient l'ambition sociale et le projet politique. De bouclier contre la mondialisation qu'elle devait être au départ, l'Europe est devenue, pour une majorité de Français, son cheval de Troie, accélérant la dilution des identités nationales dans le vaste monde du libre-échange, et nourrissant les dérives populistes et les tensions identitaires.

On aurait tort de réduire la panne de l'Europe à une défaillance des imaginaires politiques. En ignorant la profonde congruence idéologique entre les principes fondateurs de l'Europe et ceux qui gouvernent le commerce international, les partisans de celle-ci ont sous-estimé la dynamique propre à l'expansion du marché. Car c'est bien sous l'effet de cette dynamique que l'ambition initiale de peser *sur* la mondialisation s'est transformée en désir de peser *dans* la mondialisation. Comme si les intentions des hommes avaient été déjouées par la ruse de la raison historique, comme si l'extension de l'Europe du marché avait obéi, une nouvelle fois, à une rationalité qui leur avait échappé. On a là un exemple typique de la puissance performative du discours sur cette mondialisation qui, depuis vingt ans, projette son ombre portée sur la construction européenne. Loin que l'Europe soit parvenue à domestiquer la mondialisation, elle n'a cessé, à coup d'adaptations structurelles et de politiques d'ajustement, de se plier à ses injonctions, avec pour toute ambition d'être ce que Pascal Lamy appelait en 2002 le « laboratoire de la globalisation maîtrisé »¹⁰.

L'Europe politique représente l'avenir. Les socialistes ne peuvent espérer rester fidèles à leur vocation internationaliste sans inscrire l'idéal d'une Europe plus solidaire, plus unie, plus démocratique à l'horizon de leur projet. Mais ils ne pourront développer une pensée féconde pour relancer le rêve européen que s'ils se libèrent d'abord de cette vision purement spatiale de l'Europe conçue comme un sous-ensemble du marché mondialisé, fonctionnant selon les mêmes principes et les mêmes règles, et que s'ils parviennent à articuler selon d'autres principes cette dialectique de l'ouverture et de la fermeture, de l'adaptation et de la protection des sociétés européennes et de leurs territoires vis-à-vis de la mondialisation. Or, cette entreprise est indissociable de la transformation du regard porté sur la mondialisation que j'évoquais plus haut. Car ce n'est qu'en changeant de perspective sur le monde qu'ils pourront donner sens au projet européen, dire quelle Europe ils veulent, sur quels principes (politiques) ils entendent la refonder, et quelles missions ils souhaitent lui confier. Ils

¹⁰ Pascal Lamy, « L'Union européenne, laboratoire de la globalisation maîtrisée », *Reflets et perspectives de la vie économique* 2002/2 (Tome XLI), p. 9-26.

pourront alors proposer que soit réévaluée la prééminence reconnue à la libre concurrence dans la hiérarchie des principes politiques et des normes juridiques européens, et tempérer la rigueur de ses effets par l'affirmation de nouveaux principes, comme la conditionnalité sociale ou environnementale, ou la préservation des services publics. Ils pourront aussi militer pour re-politiser l'Europe, tant dans sa relation avec ses composantes – les États membres et les citoyens – que dans son rapport au monde. Ils pourront enfin songer à la démocratiser par des propositions de réforme institutionnelle¹¹.

*

III. Une révolution écologique pour un nouveau projet de société

L'urgence climatique exige un changement de modèle...

Depuis une vingtaine d'années, le Parti socialiste a cherché à articuler progrès économique et social, croissance et écologie, faisant à celle-ci une place grandissante dans le cadre d'un humanisme où le bien-être de l'homme ne peut plus être pensé séparément de la survie de la planète. Au tournant du XXI^e siècle, cette réflexion semble avoir trouvé sa cohérence et son aboutissement. Le changement qu'il s'agit de promouvoir ne concerne plus seulement les modes de production et de consommation dans le cadre d'une vision moins quantitative, plus qualitative de la croissance. Il implique désormais l'invention d'un nouveau modèle de développement dans le cadre d'un « éco-socialisme » qui représente la nouvelle voie vers le progrès humain. Leur « charte pour le progrès humain » adoptée en 2014 montre que les socialistes ont pris la pleine mesure de l'urgence du problème écologique.

Ont-ils pour autant réellement pris la mesure de l'urgence des solutions ? La question peut légitimement se poser tant est manifeste le décalage entre la justesse du diagnostic que traduit la puissance des mots utilisés dans les textes officiels : « crise de civilisation », « crise qui menace l'humanité », « catastrophes sanitaires, environnementales et humaines », « survie de la planète » et un réformisme écologique assumé dans la charte de 2014, censé s'accomplir par une « transition » dont les axes sont ceux de la politique environnementale de François Hollande : économie fonctionnelle, économie circulaire et éco-conception, investissements pour la performance thermique des logements et des bâtiments, nouveau mix énergétique par la promotion des énergies renouvelables, promotion de la « croissance bleue » comme « nouvel horizon », soutien public à l' « agro-

¹¹ Je m'inspire ici librement de Bastien Nivet, « Union européenne : une dépolitisation propice au populisme », *Revue internationale et stratégique* 2011/4 (n° 84), p. 16-27.

écologie » et aux « industries à haute valeur environnementale » comme autant de « gisements d'innovations et d'emplois », fiscalité écologique, finance solidaire, application du principe pollueur-payeur et « maîtrise démocratique de l'eau », priorité aux transports collectifs et décarbonés, villes économes en espace et en ressources.

...qui doit s'appuyer sur la diffusion d'une conscience écologique et citoyenne

Tout se passe comme si, sur ce problème comme sur d'autres, le Parti socialiste avait été victime du « syndrome de la liste de courses ». Même quand les analyses sont pertinentes et les mots justes, la juxtaposition des thèmes identifiés – écologie, mondialisation, Europe, éducation, formation, travail, emploi, industrie, fiscalité, État, institutions, démocratie, etc. – sans mise en perspective des priorités brouille la vision d'ensemble et ne permet pas d'affirmer clairement la place de l'écologie au cœur du projet. Mais qui trop embrasse mal étreint et une liste de mesures ne dessine pas un projet. Car pour être fidèle à ce qu'il veut dire, l'éco-socialisme devrait sceller l'alliance intime de l'humanisme et de l'écologie. Or disons-le, les socialistes peinent à se départir de l'approche technicienne. Sans doute pour des raisons culturelles, peut-être aussi parce qu'elle est un moyen d'éluder, consciemment ou non, les vraies questions : Quelle est cette croissance après laquelle nous courons ? Comment devons-nous la nommer ? « Développement » ? « Prospérité » ? « Bien-être » ? Quel contenu voulons-nous y mettre ? À partir de quelle conception de l'homme et de son rapport au monde ? Alors que 15 000 scientifiques issus de 184 pays lancent une nouvelle mise en garde¹² appelant l'humanité à « adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui » sous peine de mettre en péril notre avenir, pouvons-nous continuer à croire – ou à laisser croire – que l'humanité pourra conjurer le péril qui la menace par de simples inflexions à la trajectoire de son développement sans changer radicalement non seulement de cadre de vie mais de cadre de rationalité¹³ ? Qu'il suffira que l'État, dans sa bienveillance tutélaire et son omniscience technocratique, mobilise les outils – budgétaires, financiers, fiscaux, législatifs, réglementaires – nécessaires pour adresser aux citoyens les bons « signaux » économiques par lesquels il sera possible d'obtenir d'eux l'adaptation de leurs comportements à la nouvelle donne écologique ? Nous devons bien sûr continuer à utiliser ces outils, mais ce ne sera pas suffisant. L'avènement d'un nouveau modèle ne pourra se réaliser sans le concours d'une véritable *conscience écologique*. Si l'on doit prendre au sérieux l'« éco-socialisme », il

¹² Tribune publiée le 13 novembre 2017 dans la revue BioScience et reprise dans Le Monde.

¹³ J'emprunte cette analyse à Bernard Perret. Voir *Au-delà du marché. Les nouvelles voies de la démarchandisation*, Paris, Les Petits matins, Institut Veblen, coll. « Politiques de la transition », 2015.

ne peut pas se résumer à un simple verdissement, fût-ce d'un vert appuyé, du projet socialiste. C'est le projet dans ses fondements qu'il convient de repenser, à l'aune de la profondeur de cette crise qui menace l'humanité.

Et que l'on ne vienne pas ici brandir le spectre de l'écologie radicale ou de la gauche insoumise. Ce débat-là n'a rien d'idéologique. Il ne porte pas sur la radicalité du projet ou de la gauche qui le défend, mais sur la cohérence que militants et sympathisants socialistes – je dis bien socialistes – sont en droit d'exiger entre la pertinence du diagnostic et l'efficacité des remèdes. Dès lors que l'on admet, comme l'ont fait lucidement les socialistes¹⁴, que le progrès scientifique et technique ne suffira pas pour relever les défis autour du changement indispensable de nos modes de production et de consommation, il faudra bien mobiliser d'autres forces, actionner d'autres ressorts pour y parvenir, des forces plus immatérielles, des ressorts plus intimes mais autrement plus puissants que toutes les mesures gouvernementales. Ici l'école a un rôle essentiel à jouer pour renforcer le sens civique, éduquer, expliquer, inculquer des habitudes, des comportements, bref transmettre aux citoyens de demain cette nouvelle conscience écologique. Enfin, il faut à la France un dessein et une adhésion démocratique. Certes, depuis dix ans une large mobilisation a eu lieu, des débats ont été organisés, des lois ont été votées, des décrets pris. Mais il faut aller plus loin. Passer du productivisme et du consumérisme à une autre vision du bien-être ne peut réussir que si la société tout entière le décide, donc si c'est un choix qui relève du peuple avant d'incomber à l'État.

Une révolution écologique, démocratique et juste

La révolution écologique appelle une révolution démocratique. Il appartient aux citoyens de dessiner leur modèle de société pour les prochaines décennies et de dire ce qu'ils veulent pour eux-mêmes et les générations à venir. Il appartient à l'État de les éclairer sur le chemin pour y parvenir en définissant les termes du débat, mais aussi de leur donner un cadre d'expression. C'est pourquoi l'enjeu écologique pose de façon urgente la question du renouveau démocratique. Il nous faut faire évoluer nos institutions et inventer de nouvelles formes d'expression citoyenne pour que le chemin vers un nouveau modèle puisse être imaginé, approprié et voulu par les citoyens de façon globale et permanente, et non seulement de façon ponctuelle et parcellaire à l'occasion de débats ou d'élections. Là encore, la charte de 2014 qui parle de « démocratie vivante » dit l'essentiel

¹⁴ Voir le texte adopté par le Conseil national le 27 avril 2010 puis le 29 mai 2010 lors de la convention nationale de la Villette « Pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique » : « Face à cette crise qui menace l'humanité, nos modes de production et de consommation doivent changer. Le progrès scientifique et technique ne suffira pas, seul, à faire face aux défis ».

des moyens avec une série de propositions dont plusieurs restent à l'ordre du jour : droit d'initiative et de contrôle du Parlement, parité, non cumul des mandats couplé à un statut de l'élu, référendum d'initiative populaire, forums civiques, écoute des associations, budgets participatifs, etc. Et bien entendu, les outils numériques doivent être les instruments de cette révolution, au service des citoyens et entre leurs mains.

Mais la révolution démocratique est un cadre. Il faut lui donner un sens et un contenu, l'inscrire dans un *projet de civilisation*. La révolution écologique en offre les moyens. Mieux, elle l'exige. Pour raisonner et modérer nos comportements de consommateurs, économiser l'énergie, mutualiser l'utilisation des appareils et des équipements, donner plus de place à l'usage par rapport à l'acquisition et généraliser les usages coopératifs ou partagés, aller plus loin dans le tri sélectif et le recyclage par exemple en nous inspirant de l'exemple suédois, bref, pour changer nos modes de production et de consommation, il importe que chacun se mobilise, à la fois comme citoyen et individu, électeur et parent, travailleur et consommateur, contribuable et assuré social.

Faisons confiance aux collectivités territoriales pour expérimenter et mettre en place des modèles innovants sur leurs territoires. Il faut que dans toutes les strates de la société, par tous ses pores, se diffuse la conscience écologique au même titre que la conscience démocratique. La conscience écologique, c'est tout le contraire d'une conception sacrificielle de l'écologie. Il n'est nullement question de sang et de larmes, mais de responsabilité, de sobriété et de solidarité clairement assumées. Il ne s'agit en aucun cas de convoquer, pour la célébrer ou la regretter, la fin du progrès : celui-ci reste et restera la valeur centrale du socialisme. Il n'est pas non plus question de décroissance qui suggère bien l'inversion d'une pente, mais s'inscrit implicitement dans le même modèle et finit par ressembler à une régression. Il est vrai qu'il nous faudra changer des habitudes, modifier notre rapport aux objets, revoir nos modes de vie, bref accepter de nous dépayser.

Enfin, la révolution écologique doit s'opérer dans la justice. Même limité à 2°C, le réchauffement climatique aura des conséquences majeures auxquelles notre société va devoir s'adapter sous peine de voir s'aggraver les inégalités. Pour s'en tenir à la France, nous savons que la métropole et l'Outre-mer, les riches et les pauvres, les urbains et les ruraux ne sont pas égaux face aux défis environnementaux. Les Outre-mer sont particulièrement vulnérables aux conséquences du réchauffement. Les « passoires thermiques », qui sont situées d'abord dans les territoires ruraux et périurbains, abritent un gros tiers de personnes très modestes.

La majorité des Français appartenant aux classes moyennes sont forcés d'utiliser leur véhicule pour aller travailler et supportent à plein le poids de la fiscalité sur le diesel et l'essence. Pour tenir compte de ces réalités, il faut inscrire la *justice* au cœur de l'adaptation au changement climatique, pour prendre en compte les effets aggravants du réchauffement sur les inégalités et la vulnérabilité des populations fragiles en matière de santé ou d'accès à l'énergie et aux mobilités. L'enjeu climatique est un enjeu global : la solidarité et la justice dans sa prise en charge doivent l'emporter, comme face aux calamités publiques.

L'écologie sera, avec la révolution digitale, la grande affaire du XXI^e siècle comme le capitalisme fut la grande affaire du XX^e siècle. Les socialistes doivent prendre garde à ne pas reproduire, à propos de l'écologie, le grand écart entre la rhétorique sur la « rupture » avec le capitalisme et l'action gouvernementale quand ils retourneront au pouvoir. Ils ont besoin d'un projet qui non seulement réponde aux défis, mais qui soit politiquement accepté, c'est-à-dire adopté, mieux, porté par nos concitoyens.

*

IV. Repenser la question du travail

Les ambiguïtés d'une proposition généreuse : le revenu universel d'existence

Le travail est au cœur de la tradition de la pensée et de l'action socialistes. Dès l'origine, c'est autour de la question du travail dans la société industrielle que se sont construits la doctrine et les combats socialistes : pour la défense des ouvriers et l'amélioration de leurs conditions d'existence, pour la réduction de la journée de travail, pour les assurances sociales, pour les retraites ouvrières, pour la reconnaissance du droit de grève et du droit syndical, pour des revenus décents et la création d'un salaire minimum, pour les loisirs et les congés payés, pour l'emploi et contre les licenciements, etc. Central dans la pensée et l'identité socialistes, le travail n'en a pas moins toujours conservé un statut ambigu, à la fois vecteur d'émancipation, d'intégration et de progrès social, et facteur d'aliénation des corps et des esprits. Dernier avatar de ce statut ambigu, les socialistes, qui s'étaient souvent rassemblés autour de la défense du travail et des travailleurs, projetant sur cet enjeu leurs idéaux d'égalité, de fraternité et de solidarité, se sont pourtant profondément divisés sur cette question lors de la dernière campagne présidentielle.

Dans son programme, le vainqueur des primaires, Benoît Hamon, proposait de créer un revenu universel d'existence (RUE). Présenté comme un instrument de lutte contre la pauvreté et les différentes formes de précarité, le RUE s'adressait à tous les adultes entre l'âge de 18 ans et l'âge

de la retraite. Cette nouvelle prestation, inconditionnelle en ce qu'elle n'entraînait aucune obligation de recherche d'emploi ou de formation, devait bénéficier à l'ensemble des personnes sans ressources ou dont les revenus étaient inférieurs à un seuil¹⁵. Son montant, fixé à 600 euros par mois dans la dernière version, devait être versé sous forme d'« impôt négatif » se substituant à l'impôt sur le revenu pour les personnes gagnant moins que le plafond. Au-delà des aspects techniques, la création du RUE était reliée à deux phénomènes qui en formaient à la fois le contexte et la justification : les mutations du travail et la révolution numérique¹⁶.

C'est peu de dire que cette proposition a jeté le trouble chez nombre de militants et de sympathisants de la gauche socialiste. Outre les flottements autour de son contenu précis, des conditions concrètes de sa mise en œuvre et de son coût – qui se sont avérés préjudiciables à la crédibilité de la proposition –, cette mesure soulevait au moins deux questions : l'une tenant à l'analyse du contexte auquel elle prétendait répondre, l'autre à sa « philosophie ». Au cœur – et à l'intersection – de ces deux questions, résident la place et l'avenir du travail dans notre société, ce qui explique – c'est du moins l'hypothèse que je fais ici – l'intensité des débats et, disons-le, des réserves que la proposition a suscitées dans le propre camp du candidat socialiste. Or, l'élucidation de ces deux questions – l'explicitation des enjeux et leur discussion – devrait figurer parmi les priorités de la refondation pour lever les ambiguïtés dont elles sont porteuses, permettre que le débat se noue sur le fond et inscrire une vision renouvelée du travail dans le nouveau projet socialiste. Car la place et l'avenir du travail dans notre société sont le point focal des deux grandes révolutions du XXI^e siècle : la révolution écologique et la révolution numérique. Revenons donc sur ces deux questions.

Une crise du travail ?

La première concerne l'hypothèse, sous-jacente à la proposition de RUE, d'une *crise du travail*. Les signes de cette crise seraient, d'une part, la persistance, depuis une quarantaine d'années, d'un chômage de masse et de longue durée et l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, touchant particulièrement les jeunes ; d'autre part, les conditions de travail de plus en plus difficiles, sur le plan de la précarité et des conditions de rémunération, des personnes en emploi. Cette crise du travail serait une crise de sens, les personnes concernées n'ayant plus le sentiment de faire

¹⁵ 1,9 fois le SMIC, soit 2812 euros brut par mois. Selon les calculs du candidat, 19 millions de personnes étaient concernées par le RUE.

¹⁶ Il est indiqué dans le programme de Benoît Hamon : « Je propose de fonder un nouveau pilier de la protection sociale, le revenu universel d'existence. Il nous permettra d'aborder les mutations du travail et la révolution numérique avec sérénité. »

un travail utile. Elle témoignerait de ce que le progrès technique ne conduit ni directement ni automatiquement au progrès social pour au moins trois raisons. Premièrement, le processus de « destruction créatrice » à l'œuvre dans les économies capitalistes¹⁷ peut être source de chômage technologique plus ou moins durable. Deuxièmement, l'épuisement des ressources naturelles – notamment les énergies fossiles – montre que notre modèle de développement n'est pas soutenable et qu'il appelle d'urgence une (r)évolution de nos pratiques productives et de nos modes de vie qui ne resteront pas sans conséquence sur l'emploi (sur le plan qualitatif comme sur le plan quantitatif). Troisièmement, la révolution numérique va engendrer une vague de progrès techniques sans précédent qui va se traduire par l'automatisation d'un grand nombre de tâches – pas seulement manuelles – et la numérisation de nombreuses fonctions, lesquelles pourraient avoir pour effet une destruction nette de millions d'emplois dans les deux ou trois prochaines décennies¹⁸. Déjà, cette révolution conduit, à travers l'essor des plateformes numériques, à l'« ubérisation » de l'économie, synonyme à la fois de concentration des revenus aux deux extrémités de l'échelle, d'accroissement des inégalités et de polarisation des chaînes de valeur¹⁹. Il en résulte à la fois un risque de fragilisation des classes moyennes et de nouvelles formes de précarisation, synonymes de régression sociale avec le retour du travail « à la tâche » (livraisons, prestations intellectuelles, services à la personne, « petits boulots en tous genres », etc.). Au point que certains prédisent déjà la fin du salariat et du CDI à plus ou moins brève échéance.

S'il n'est pas question d'entrer dans la discussion détaillée de ces hypothèses, plusieurs d'entre elles mériteraient une analyse approfondie pour tester leur validité. En particulier, la question des effets de la robotisation et de la révolution numérique – la nature et le volume des emplois concernés mais aussi le calendrier du processus de substitution – ne trouve pas de réponse simple. De même, la fin du salariat est une hypothèse qui n'est pas vérifiée aujourd'hui : au contraire, sa part dans l'emploi total n'a pratiquement jamais été aussi élevée. En revanche, on a

¹⁷ Formulée par Joseph Schumpeter dans les années 1930, l'expression désigne le processus par lequel des secteurs économiques – et donc des entreprises et des emplois – disparaissent tandis que d'autres secteurs – entreprises et emplois – apparaissent sous l'effet de l'innovation permanente et de la hausse de la productivité qui l'accompagne.

¹⁸ Parmi les études évoquées par le candidat socialiste, celle du consultant Roland Berger « Think Act » d'octobre 2014 qui prédisait que même si la digitalisation de l'économie ouvrait de nouvelles perspectives de création d'emplois, « les emplois créés ne se substitueront pas aux emplois détruits, ni en termes de niveau de compétence requis, ni en termes de position sur la chaîne de valeur, ni en termes de répartition géographique ». L'étude estimait que 42% des emplois français étaient « potentiellement automatisables » à l'horizon de 20 ans.

¹⁹ Le développement d'Internet entraîne un déplacement de la valeur créée du producteur et de l'intermédiaire vers l'agrégateur ou le distributeur final. Voir l'étude de Roland Berger précitée, p. 15.

assisté, en trente ans, au remplacement des formes traditionnelles d'emploi non-salarié par des formes d'emploi salarié atypiques et précaires, sans que la norme d'emploi « typique » (le contrat de travail à durée indéterminée) ait progressé. En réalité, l'analyse de ces questions devrait être conduite à la lumière de l'évolution des grands déterminants du marché du travail : besoins des entreprises, motivations qui gouvernent les rapports au travail de chacun (proportion entre liberté, sécurité et dignité), aspirations des jeunes générations à une plus grande indépendance, équilibre entre employeurs et salariés, nouveaux statuts du travail et mécanismes de précarisation de l'emploi, polarisation du marché du travail ou encore liens entre travail et protection sociale. Quoi qu'il en soit, il est raisonnable de penser que nombre des électeurs qui se sont détournés du candidat socialiste en 2017 l'ont fait notamment parce qu'ils ne partageaient pas, globalement, le diagnostic posé à l'appui de la mesure-phare de son programme quant aux évolutions prévisibles ou souhaitables du travail dans les décennies à venir.

Le relâchement problématique du lien entre revenu et travail

La deuxième question posée par le RUE, elle aussi potentielle source de désaccord parmi les électeurs socialistes, tient au relâchement du lien entre revenu et travail. C'est ici que la mesure touchait au cœur de la vision socialiste du travail, non seulement comme source d'intégration économique et sociale – et donc producteur essentiel de lien social –, mais comme principal canal de distribution des richesses et des avantages sociaux dans notre société. La proposition de revenu universel avait le mérite de faire signe vers une utopie porteuse de sens, à savoir : garantir à chacun un revenu stable quels que soient les discontinuités et les aléas de son existence et de son parcours professionnel. En outre, elle prenait acte d'un phénomène historique essentiel : la diminution tendancielle du temps de travail, du moins dans la définition orthodoxe qui était la sienne dans le modèle fordiste.

Il n'en reste pas moins que l'idée d'un revenu universel, qui n'est pas une idée nouvelle, soulève plusieurs questions, indépendamment même des conditions de son financement. Ne risque-t-elle pas de créer de nouveaux effets de seuil entre les personnes éligibles et les autres et de déplacer la frontière de la pauvreté sans régler le problème au fond ? De transformer les bénéficiaires en assistés en les désignant comme socialement inadaptés et de constituer en même temps un prétexte au développement effréné d'un secteur concurrentiel, source de dualisation de la société ?²⁰ Un

²⁰ Cette préoccupation était précisément celle exprimée à peu près en ces termes par Dominique Méda, l'une des inspiratrices du programme de Benoît Hamon sur le travail, avant qu'elle ne change de

revenu « universel » est-il réellement une source d'équité sociale ? Ces questions renvoient à leur tour à la diversité des objectifs assignés à un revenu de base : faire reculer la pauvreté, comme le présentait Benoît Hamon ? Favoriser l'emploi par une baisse du coût de la main d'œuvre peu qualifiée ? Refonder les systèmes de redistribution pour les simplifier ?²¹ La diversité des finalités possibles suffit à révéler l'ambiguïté qui règne autour de cette idée de revenu universel. On ne peut qu'être frappé, à cet égard, par la similitude de la proposition du candidat socialiste avec le dispositif envisagé dès 1962 par Milton Friedman, grand théoricien du néolibéralisme et chef de file de l'école monétariste de Chicago, dans son livre *Capitalisme et Liberté*. Ce dispositif consistait également en un impôt négatif avec le même objectif : « résoudre le problème de la pauvreté ». Dans l'esprit de Friedman, l'impôt négatif, fonctionnant en-dehors du marché, avait pour but de se substituer à la charité privée dans des communautés devenues trop grandes et impersonnelles pour qu'il soit possible de compter encore sur celle-ci pour soulager les pauvres²². Pour tenter de surmonter quelques-unes des objections adressées au revenu universel, certains ont proposé la mise en place d'un « revenu contributif », inspiré du régime des intermittents du spectacle, qui serait versé en contrepartie d'activités aujourd'hui peu ou pas rémunérées mais utiles à la collectivité, par exemple dans le domaine de la culture ou dans le secteur socio-culturel²³.

Là encore, mon intention n'est pas de discuter en détail les questions que soulèvent la proposition d'un revenu universel et ses éventuelles alternatives. Gageons cependant qu'elles s'imposeront à nouveau dans le débat public dès que l'actualité en fournira l'occasion, non seulement parce que l'on peut prédire que la proposition reviendra tôt ou tard sur la table, mais parce que ces questions intéressent la place et l'avenir du travail dans notre société et, par-là, la vision de notre modèle social. Cette raison-là devrait suffire pour que les socialistes placent ces débats au cœur de leur réflexion. Celle-ci devrait permettre de réinscrire la question du travail

position sur le revenu universel. Voir *Le travail. Une valeur en voie de disparition ?*, Paris, 1995, rééd. Flammarion, 2010, p. 333. Voir également « La fin de la valeur "travail" », in *Le travail, quel avenir ?*, Paris, Gallimard, 1997, p. 239.

²¹ Voir par exemple Alexandre Chevallier et Antonin Milza, « Le salariat, un modèle dépassé ? », La Fabrique de l'Industrie, Paris, Presses des Mines, Les Docs de La Fabrique, 2017, p. 112-113.

²² Il n'est pas question d'attribuer au candidat socialiste à la présidentielle de 2017 des intentions qui n'étaient pas les siennes, mais d'attirer l'attention sur le fait que les idées possèdent leur propre pouvoir de signification, qui ne se laisse pas si facilement définir ni circonscrire.

²³ Voir l'expérience menée par Patrick Braouzec avec l'appui du philosophe Bernard Stiegler sur le territoire de Plaine Commune en Seine Saint-Denis depuis 2016. L'idée de revenu contributif est présentée par son concepteur, Bernard Stiegler, comme une manière de redistribuer les gains de productivité issus de l'automatisation. Il s'agit, là encore, de prévenir les effets de la révolution numérique sur l'emploi à l'échelle d'un territoire en rémunérant de nouvelles formes d'activités socialement utiles, dans une acception du travail privilégiant le savoir-faire et le partage des savoirs.

dans celle, plus large, de la nature du lien social que nous voulons construire et du type de société dans laquelle nous voulons vivre. Pour guider cette réflexion, les trois principes²⁴ d'un égal accès au travail, d'un partage acceptable de l'ensemble {travail, revenus, statuts, protections} et l'institution d'autres moyens de distribution du revenu que le seul travail entendu au sens marchand du terme pourraient servir de fils conducteurs. Mais sans doute faudrait-il commencer par se mettre d'accord sur le contenu du travail pour mieux en redéfinir le sens et l'utilité dans notre société en mutation – production de richesse ou contribution au bien commun ? – et interroger le type de lien que nous souhaitons établir entre le travail dans sa nouvelle acception et les nouveaux droits sociaux qui pourraient lui être associés. Le terrain serait alors préparé pour, par exemple, substituer à la notion d'*emploi* – qui s'est historiquement construite en ignorant les formes non marchandes de travail (formation de soi-même, travail bénévole, charge de la personne d'autrui) – celle « d'un *état professionnel* accompagnant les personnes du berceau à la tombe et couvrant aussi bien les périodes d'inactivité que les périodes de formation, d'emploi, de travail indépendant ou de travail hors marché. »²⁵ À cet état professionnel seraient associés des « *droits de tirage sociaux* » que leur titulaire pourrait décider d'utiliser pour exercer les diverses formes de travail que toute personne est susceptible d'accomplir au cours de son existence (se consacrer à une activité socialement utile, prendre une année sabbatique pour conduire un projet personnel, se former, élever ses enfants, créer une entreprise, exercer des activités politiques ou syndicales, etc.). Ce système aurait la double caractéristique de libérer du temps et de permettre le financement d'un travail hors marché. Ces droits de tirage seraient abondés, selon les cas, par l'entreprise, la collectivité (État, Sécurité sociale, organismes paritaires de mutualisation, etc.) ou par le travailleur lui-même. Ils pourraient être utilisés à n'importe quel moment de la vie, et pas nécessairement lors des périodes de perte d'emploi subies. La caractéristique essentielle de ces droits est qu'ils seraient attachés à la personne du travailleur et non plus à l'emploi, selon le même modèle que celui du compte personnel d'activité²⁶. Enfin, devraient être inclus dans la réflexion la place et le rôle des syndicats, mais aussi l'invention de

²⁴ J'emprunte ces trois principes à Dominique Méda, *Le travail. Une valeur en voie de disparition ?*, op. cit., p. 330.

²⁵ Voir Alain Supiot *Au-delà de l'emploi. Les voies d'une vraie réforme du droit du travail*, rapport à la Commission européenne, 1999, rééd. Paris, Flammarion, 2016, p. 82.

²⁶ Pour les développements qui précèdent, je reprends la thèse exposée il y a déjà vingt ans par Alain Supiot. Voir « Du bon usage des lois en matière d'emploi », revue *Droit social*, n°3, mars 1997, p. 229 et s.. Voir également : *Au-delà de l'emploi. Les voies d'une vraie réforme du droit du travail*, op. cit., p. 81-84 et Alexandre Chevallier et Antonin Milza, « Le salariat, un modèle dépassé ? », La Fabrique de l'Industrie, op. cit., p. 111.

nouvelles formes de coopération sociale, (sociétés coopératives d'intérêt collectif ou d'activité et d'emploi par exemple) et, plus généralement, l'élaboration d'une nouvelle vision de l'entreprise au XXI^e siècle, de ses statuts et de ses missions.

Le projet de refondation passe par une nouvelle vision du travail – son contenu, sa place, son rôle – comme une dimension essentielle de la nouvelle identité socialiste. La fin du travail est peut-être inscrite à l'horizon de l'Histoire, mais cet horizon n'est pas immédiat et cette perspective n'est pas nécessairement souhaitable. En revanche, la révolution numérique va engendrer de tels bouleversements dans nos pratiques de production et de consommation, qu'ils doivent être anticipés pour être maîtrisés. C'est pourquoi la question du travail doit être replacée dans le cadre plus général de la révolution anthropologique et cognitive qui se déroule sous nos yeux.

*

V. Revoir nos pratiques et reconstruire une identité socialiste pour créer les conditions du rassemblement de la gauche

L'exigence du relèvement moral

La refondation ne doit pas être seulement intellectuelle et politique : elle passe aussi par un relèvement moral. Le Parti socialiste a beaucoup souffert de comportements et de pratiques, certes minoritaires mais qui ont nui à sa crédibilité et abîmé son image aux yeux des Français – les résultats électoraux et les sondages sont là pour le souligner. Ces pratiques et ces comportements, le Parti socialiste n'en a jamais eu le monopole. On constate en outre, dans notre société, une dérive générale, un relâchement des exigences éthiques et une banalisation des comportements déviants qui ont largement contribué, depuis trente ans, à discréditer l'ensemble de la classe politique dans l'esprit de nos concitoyens. Mais dans ce domaine, les socialistes ont longtemps revendiqué une exigence intellectuelle et morale. La fraternité, la loyauté, la fidélité aux convictions étaient pour eux des valeurs essentielles. L'engagement au service des faibles, la solidarité avec les damnés de la terre et, de façon générale, le combat pour la justice n'étaient pas dissociables d'une éthique individuelle et collective qui obligeait celles et ceux qui s'en revendiquaient. Cet héritage-là s'est perdu dans les sables mouvants des ambitions personnelles et de la décomposition politique. Les stratégies opportunistes, les comportements de « passager clandestin », les tactiques à courte vue d'alliances et de trahisons, sont devenus monnaie courante au Parti socialiste. Militants et élus savent bien que c'est le fait d'une minorité, mais dans une société soumise tous les

jours au regard grossissant et déformant de la loupe médiatique, les agissements de quelques-uns témoignent pour l'ensemble aux yeux de l'opinion. Mais le plus grave, sans doute, est que cette dissolution des mœurs et des pratiques a progressivement sapé la confiance des militants envers leurs dirigeants, représentants et élus, et instillé, à tous les échelons du Parti, à la fois le découragement et une défiance paralysante et mortifère.

Cela aussi doit changer. En revenant à quelques principes simples. D'abord le sens de l'exemplarité chez nos dirigeants et une éthique personnelle, ce que Blum appelait «une prestance idéale, une évidence de désintéressement et de sacrifice à l'intérêt collectif». Ensuite, l'institution de règles que l'on respecte : application des statuts du Parti, respect par chacun des décisions prises collectivement et démocratiquement. Ces exigences devraient s'imposer dans le fonctionnement interne du Parti comme dans l'exercice du pouvoir, dans les rapports entre militants, comme à l'égard de tout interlocuteur extérieur. Aucune institution, y compris un parti politique, ne peut se maintenir durablement sans le gouvernement de règles pour prévenir l'arbitraire et le clientélisme. Il importe également d'empêcher les conflits d'intérêts dans le fonctionnement interne du Parti en organisant, à tous les échelons, une réelle séparation des pouvoirs entre instances dirigeantes (« exécutives » et « législatives ») et organes de contrôle et d'arbitrage des différends. Ces mesures sont indispensables non seulement pour garantir l'efficacité de notre fonctionnement, mais aussi pour redonner *confiance* aux militants.

Éloge de la bienveillance entre camarades : pour une éthique de la discussion

Il importe enfin de restaurer les conditions de vrais débats au sein du Parti socialiste, comme autant d'éléments d'une *éthique de la discussion*. D'abord mettre fin à l'incontinence médiatique qui fait de certains aspirants à la notoriété des candidats empressés à n'importe quel micro tendu et d'autres des spécialistes des fuites et des indiscretions. Ensuite retrouver le goût du débat intellectuel : admettre que les différences de points de vue sont nécessaires à la progression des idées, sortir des postures dogmatiques qui figent la pensée, réapprendre le sens de la nuance et la complexité du réel, être plus attentifs à ce qui sépare les faits et les opinions. L'éthique de la discussion exige de se respecter les uns les autres et d'apprendre à s'écouter. Elle demande qu'on fasse crédit à son interlocuteur et qu'on le considère *a priori* comme de bonne foi et soucieux du bien commun, ce qui est la marque d'un véritable esprit critique. Bref, elle suppose la tolérance dans les échanges et la bienveillance dans les débats. Si ces règles de vie sont essentielles à restaurer, ce n'est pas seulement qu'elles sont

indispensables au travail de refondation, c'est qu'elles incarnent des valeurs universelles – de tolérance, d'écoute, de respect, d'ouverture – dont la portée dépasse le fonctionnement interne du Parti socialiste et qui devraient déterminer, de façon générale, son rapport aux autres. Avant d'être une méthode, l'éthique de la discussion est une éthique tout court, un état d'esprit, une exigence de respect envers soi-même et autrui. Pour espérer continuer à jouer un rôle dans la vie politique nationale, les socialistes devront à nouveau susciter l'envie et le désir, non seulement par un idéal et un projet, mais par les valeurs qu'ils incarnent, l'image qu'ils renvoient et tout simplement leur savoir-être. Qui peut croire que le spectacle qu'ils ont montré depuis plusieurs années est resté sans effet sur l'envie et le désir de celles et ceux qui croyaient en leur Parti ?

Rassembler la gauche autour d'une nouvelle identité socialiste

Cette éthique de la discussion possède une dimension politique que je voudrais signaler pour conclure en partant d'une hypothèse : la crise du socialisme procède des mêmes causes que la crise du politique. Ce que l'entreprise de refondation devra dessiner d'abord, ce sont les plans de la future maison, ce qui implique de savoir qui l'on veut y accueillir et pourquoi. Pour se forger une nouvelle *identité* collective les socialistes devront décider au nom de *qui* et *de quoi* ils veulent s'exprimer. Ils pourront d'autant moins éluder la question que l'espace idéologique, plus encore que politique, du PS s'est considérablement rétréci. La croyance en l'obsolescence du clivage gauche-droite s'alimente à une idéologie du consensus qui repose sur des syllogismes du type : « la France sera plus forte si elle se rassemble ». Dans sa version française, il s'agit de donner corps à la thèse selon laquelle le pays en difficulté a besoin pour le servir des hommes et des femmes « de bonne volonté ». Cette logique prétend ignorer les inclinations politiques. Mieux, elle considère l'apolitisme déclaré comme une marque de désintéressement et un gage de compétence, dans une vision qui tend à opposer, implicitement ou non, la société civile des experts à l'univers frelaté des politiciens. La thèse du dépassement du clivage est aujourd'hui incarnée par un chef de l'État et un gouvernement qui prétendent se définir non plus par rapport à des appartenances partisans réputées d'un autre temps, mais par rapport à des valeurs supposées politiquement neutres : la volonté réformatrice, la compétence, la logique de la performance, l'ouverture d'esprit, l'esprit d'ouverture, le désintéressement personnel. Il ne suffit pas de dénoncer ce que cette vision a de grossièrement caricatural ou d'idéologique pour la combattre. Il faut lui opposer une alternative, c'est-à-dire redonner du sens à l'antique clivage : être de gauche, qu'est-ce que cela veut dire

concrètement aujourd'hui ? C'est ici que se pose la question de l'identité socialiste. La définition de cette identité exige donc de dire au nom de qui l'on parle, de quelle(s) population(s) on veut être le porte-voix – les exclus ? les déclassés ? les pauvres ? les immigrés ? les minorités ? les ouvriers ? les travailleurs ? le peuple ?... Elle implique alors de définir un projet commun auquel ces populations puissent s'identifier parce qu'elles le perçoivent comme conforme à leurs valeurs, à leurs attentes, mais aussi à leurs intérêts. De sorte que les contours d'un tel projet devraient permettre de redéfinir les termes de la confrontation politique autour de positions clairement différenciées, permettant de réactiver le clivage gauche-droite autour d'une nouvelle ligne de partage. Si les socialistes veulent redevenir une alternative crédible, ils doivent proposer une nouvelle utopie politique qui, pour cette raison, ne saurait se réduire à un programme d'alternance. Encore faudrait-il pouvoir se libérer intellectuellement de l'empire du consensus qui empoisonne et emprisonne la vie politique depuis trente ans et retourner en son contraire le discours de l'impuissance pour montrer que la politique ne se réduit ni à la gestion des hommes ni à l'administration des choses.

Si l'on admet qu'il n'y aura pas de restauration d'une identité socialiste sans possibilité d'identification collective à un projet qui lui corresponde, il convient alors de s'interroger sur la manière de concrétiser cette possibilité. Comment, en d'autres termes, créer les conditions d'un large rassemblement du peuple de gauche autour d'un nouveau projet authentiquement socialiste ? Autant le dire d'emblée, théoriser le caractère irréconciliable des gauches me paraît conduire tout droit les socialistes à une impasse. Sur le plan de l'arithmétique électorale d'abord, la gauche n'a pas, demain plus qu'hier, les moyens de se diviser si elle veut espérer revenir un jour au pouvoir. Sur le plan du projet ensuite, le socialisme est une vieille tradition de pensée qui a lié son destin à celui de la République. Il s'est construit sur une vision de l'homme et de la société. Il a vocation à rassembler sur un projet socialiste, et pas seulement à occuper l'espace politique résiduel que les deux formations aujourd'hui à ses frontières voudront bien lui laisser, voire à se fondre dans l'une ou dans l'autre. Sur le plan des idées enfin, la thèse du divorce consommé entre les gauches ne me semble pas reposer sur des fondements plus solides que celle de la fin du clivage entre la gauche et la droite. Quelle gauche n'est-elle pas attachée aux valeurs de l'humanisme et au progrès social ? Quelle gauche est-elle prête à soutenir que le changement climatique n'exige pas la mobilisation de tous pour la planète ? Quelle gauche soutiendra-t-elle que la démocratie fonctionne bien dans notre pays ? Que le niveau des inégalités ne contredit ni la devise républicaine, ni les exigences de la justice ? Que le traitement

politique de la question des réfugiés par le gouvernement actuel est fidèle à notre tradition d'accueil ou que les lois anti-terroristes sont sans danger pour nos libertés ? On dira qu'exprimées en des termes aussi généraux, les questions forcent les réponses et que quelques dénominateurs communs ne font pas un rassemblement, encore moins l'unité. Mais précisément, la refondation ne consiste-t-elle pas à reformuler les questions fondamentales en termes généraux, à remonter à l'essence du socialisme, jusqu'au point où l'accord du grand nombre est possible, et même évident, où il se noue enfin pour préparer le terrain à la reconstruction ? On dira alors que l'accord sur les questions ne préjuge nullement d'un accord sur les réponses et que c'est là, sans doute, que réside la vraie difficulté. Et on aura raison. Car c'est alors que commence le travail positif de refondation et nul ne peut préjuger du résultat. Il ne s'agit pas de nier les différences qui séparent les électeurs de la gauche, mais de remettre ces différences en perspective sans se laisser enfermer dans les querelles de chefs. Croyons-nous que les désaccords qui séparaient jaressiens et guesdistes autour de 1900 sur la lutte des classes, la révolution, l'affaire Dreyfus ou la participation au gouvernement étaient moins profonds, plus mineurs, plus négociables que ceux qui divisent ces électeurs aujourd'hui ? S'il est vrai, comme le disait Jaurès quand il en appelait – déjà ! – à l'unité, qu'« à mesure que grandit le pouvoir du Parti socialiste, grandit sa responsabilité », cette responsabilité n'est-elle pas plus grande encore aujourd'hui que le Parti est affaibli ? Les socialistes ont collectivement le devoir de se rassembler pour rassembler la gauche, non pas seulement pour faire bonne figure, non pas seulement pour résister, non pas seulement pour sauver ce qui peut l'être, mais pour se retrouver, se régénérer et permettre à tous les électeurs de gauche de marcher ensemble sur le chemin d'une nouvelle espérance.

*

Le congrès d'Aubervilliers doit être l'occasion d'un nouveau départ pour les socialistes qui doivent afficher leur détermination à relever les murs de la vieille maison. Il doit créer les conditions d'une refondation qui rendra possible, le moment venu, le rassemblement autour d'un projet commun à la fois fédérateur, mobilisateur et politiquement crédible. Car le rassemblement ne se décrète pas, il se construit dans la durée, par le débat et le travail de fond. Le congrès devra ensuite fixer la nouvelle orientation politique. Réaffirmer notre attachement aux valeurs fondatrices de la tradition socialiste : égalité, solidarité, fraternité, laïcité, émancipation par l'éducation et la liberté politique. Puis donner un sens à la refondation, dessiner cette vision éco-socialiste du monde qui doit inspirer tout le reste et tracer un avenir possible. Il doit enfin réaffirmer la place du PS comme le

principal parti d'opposition à une politique socialement injuste et dure aux plus faibles. La refondation, ce n'est pas la mise en congé politique du Parti socialiste. Elle ne doit pas affaiblir, mais au contraire renforcer, sa détermination à défendre les acquis sociaux alors que des droits sont réduits, des libertés menacées, des promesses oubliées. Le Parti socialiste est, et doit rester, un parti de gouvernement, parce qu'aller à l'idéal n'exonère pas de comprendre le réel et de s'y confronter. Il doit représenter l'opposition, l'opposition de gauche, responsable et volontaire. Cette opposition, enfin, devra être portée. Elle devra s'incarner dans le visage et la voix d'un homme ou d'une femme capable d'insuffler un esprit neuf, d'animer, d'organiser, de mobiliser, de rassembler et par-dessus tout de montrer ce courage si ardemment célébré par Jaurès dans son discours à la jeunesse albigeoise. Le Parti socialiste n'a pas besoin de Cassandra qui, toutes les semaines annoncent sa mort prochaine ou l'impérative nécessité de son « dépassement ». Il a besoin d'ouvriers, de militants qui se retroussent les manches et s'attèlent, avec ardeur et désintéressement, au travail de la refondation. « La marche des grandes doctrines humaines, et des religions elles-mêmes, écrit Blum dans *À l'échelle humaine*, est déterminée par la nature des résistances qu'elles rencontrent, autant et plus que par la nature de l'impulsion initiale qu'elles ont reçue ». Le socialisme est né et s'est construit sur cette idée simple et forte : il n'y a pas de fatalité à l'ordre des choses à qui sait regarder vers l'avenir et trouver en lui-même la force de combattre.